

**DEPARTEMENT DES PYRENEES
VILLE DE CERET**

DECISION DU MAIRE PAR DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL
(Article L.2122-22 du CGCT)

Marché de travaux à procédure adaptée – Remplacement des menuiseries extérieures de la Mairie

Date d'affichage :

Le Maire de la commune de CERET (Pyrénées-Orientales),

VU l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux délégations de pouvoirs susceptibles d'être consenties par le Conseil Municipal au Maire,

VU la délibération n°34/2020 du Conseil Municipal en date du 15 juillet 2020, portant délégation de pouvoir au Maire dans le cadre des articles L2122-22 et L2122-23 du Code Général des Collectivités territoriales, et ce pour la durée de son mandat,

VU l'instruction comptable n°96-078 « M14 » du 01^{er} août 1996 modifiée,

VU le code de la commande publique entrée en vigueur le 1^{er} avril 2019 ;

Considérant que le marché a été passé sur le fondement de l'article R2123-1 du Code de la Commande Publique,

Considérant que la publicité a eu lieu le 17 juin 2022, pour un dépôt des offres au 27 juin 2022, et que la commune a reçu 2 offres,

Considérant la nécessité de procéder à des travaux de remplacement des menuiseries extérieures de la Mairie,

Considérant que les crédits nécessaires à la réalisation de cette opération sont inscrits au budget primitif de la commune,

DECIDE

Article 1er - Un marché de travaux à procédure adaptée pour le remplacement des menuiseries extérieures de la mairie est conclu avec l'entreprise ALU REFERENCE sis 4 rue Denis Papin – 66280 SALEILLES, offre étant celle la plus économiquement la plus avantageuse compte tenu des critères d'attributions pour un montant total de 188 670.00 Euros hors taxe.

Article 2 - Monsieur le Maire est autorisé à signer le marché correspondant et toutes pièces relatives à ce dossier.

Article 3 - La dépense afférente à cette opération sera imputée sur les crédits qui sont inscrits à cet effet au budget de la commune.

Article 4- Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera portée à la connaissance du Conseil Municipal.

Article 5 - La présente décision :

- Sera transmise à Monsieur le préfet des Pyrénées-Orientales au titre du contrôle de légalité.

- Peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification, et de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet.

- Peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier par courrier ou sur le site Télérecours citoyens (www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite de Monsieur le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Ampliation en sera :

- Adressée au Comptable Public.
- Notifiée à ALU REFERENCE

Fait à CERET, le 19 décembre 2022

Le Maire,



Michel COSTE